

Les syndicats pour défendre ses droits économiques et sociaux :

En 2009 l'entreprise Philips annonce la fermeture de l'usine de Dreux (Eure). Durant 6 mois, les syndicats et salariés de l'usine s'y opposent.

1 Octobre 2009 : contester la fermeture de l'usine

Les représentants du personnel du site Philips EGP¹ Dreux ont participé hier à la réunion du comité d'entreprise de Philips France. La direction a exposé son intention de fermer le site de production d'écrans plats à Dreux.

Pour Manu Georget du syndicat CGT², son syndicat a démontré que la direction n'avait pas respecté les règles d'information et de consultation des salariés prévues lors de la fermeture d'une usine.

Mahfoud Benamour, du syndicat FO³, a confirmé la nomination d'un expert indépendant pour étudier la situation du site⁴. La nomination du cabinet d'expert Syncea a été approuvée par 9 voix (syndicats : FO, CFE-CGC⁵ et CFTC⁶) contre 6 (syndicats : CGT et CFDT⁷).

D'après Ahmed Taghza, *L'Écho républicain*, 9 octobre 2009.

1. EGP : Électronique grand public.
2. CGT : Confédération générale du travail.
3. FO : Force ouvrière.
4. L'argument de la direction pour fermer l'usine est que le site a perdu 20 millions d'euros depuis 2008. Le cabinet d'experts doit examiner la rentabilité du site.
5. CFE-CGC : Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres.
6. CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens.
7. CFDT : Confédération française démocratique du travail.

6 Avril 2010 : la fermeture de l'usine

« Les 212 salariés du site Philips de Dreux sont désormais fixés. L'usine fermera ses portes courant avril », a indiqué Jean-Amar Arrar, le délégué FO à l'Agence France-Presse (AFP). [...] « Les lettres de licenciement doivent partir mi-avril », a-t-il expliqué.

Les salariés recevront des indemnités comprises entre 60 000 et 80 000 euros. Ils bénéficieront en outre d'un congé de reclassement¹ de 12 mois à la charge du groupe ainsi que d'un complément de salaire pendant trois ans s'ils retrouvent un emploi moins bien payé, a précisé le délégué FO.

La Tribune, 29 mars 2010.

1. **Congé de reclassement** : période pendant laquelle un salarié licencié pour motif économique bénéficie de formation et d'un accompagnement pour rechercher un emploi.



2 Décembre 2009 : manifester pour sauver les emplois

Manifestation des employés de Philips de Dreux contre la fermeture de leur usine.





3 Février 2010 : recourir à la justice

Si l'équipe du matin de Philips Dreux a regagné les chaînes de production de téléviseurs, heureuse comme jamais, c'est parce qu'elle a obtenu de la justice le droit de continuer à travailler. Il y a dix jours, les 212 salariés de l'usine qui doit fermer avaient en effet été sommés, par lettre, de ne pas se présenter à leur poste de travail ce lundi matin. Sans que leur licenciement leur ait été notifié dans les règles. [...]

Saisi par les syndicats (CGT et FO), le tribunal de grande instance de Chartres a ordonné la reprise de la production et suspendu le plan social [...] dans l'attente d'une meilleure consultation des représentants du personnel. Un comité d'entreprise devrait être convoqué prochainement.

www.franceinfo.fr, 22 février 2010.

1 Le pluralisme des syndicats

| Principaux syndicats | Nombre d'adhérents en 2011 ¹ | Résultats des élections de 2008 aux conseils de prud'hommes ² |
|--|---|--|
| Confédération française démocratique du travail  | 850 000 | 21,8 % |
| Confédération générale du travail  | 660 000 | 34 % |
| Union nationale des syndicats autonomes  | 360 000 | 6,2 % |
| Force ouvrière  | 300 000 | 15,8 % |
| Confédération générale des cadres  | 170 000 | 8,2 % |
| Confédération française des travailleurs chrétiens  | 142 000 | 8,7 % |
| Solidaires unitaires démocratiques  | 90 000 | 3,8 % |

1. Population active : environ 28 millions de personnes.
2. Taux de participation : 25,5 %.

Le financement des syndicats en France :

Le financement des syndicats est assuré de plusieurs façons :

- par les cotisations que les adhérents versent à leur syndicat
- par les entreprises qui peuvent également contribuer financièrement à l'activité syndicale ;
- par les collectivités locales qui peuvent allouer des subventions aux unions locales de syndicats ;
- par des subventions publiques destinées à financer certaines activités syndicales (formation des conseillers prud'hommes élus au collège des salariés, formation syndicale...).

D'après l'article « Comment est financé un syndicat? » du site Vie publique.fr (<http://www.vie-publique.fr>)

2 La crise des syndicats

La France est le pays industrialisé où il y a le moins de syndiqués et celui où leur nombre a le plus fortement baissé. Certaines caractéristiques aggravent cette faiblesse numérique : il y a peu de femmes, pratiquement pas de jeunes et les salariés du secteur privé sont nettement sous-représentés.

D. Andolfatto et D. Labbé, *Sociologie des syndicats*, La Découverte, 2011.

EN|FR

CONFEDERATION SYNDICAT EUROPEEN TRADE UNION

La voix des travailleurs européens

Page d'accueil | Liens utiles | Plan du site | Espace membres | Nous contacter | Rechercher Rechercher

Nous connaître | Nos activités | Résolutions | Discours | Salle de presse | Événements | Publications |

A la une

Taxe sur les transactions financières: la CES se félicite de la nouvelle proposition de la Commission

La CES déplore un budget d'austérité

L'Union européenne a besoin d'un budget pour la croissance et l'emploi

Les dernières nouvelles

12/02/2013

" Dialogue social pour des emplois décents dans une économie verte. Dialogue Europe-Afrique du Sud sur la Juste Transition"

La création d'emplois décents dans une économie verte est un objectif commun de l'Union européenne et de l'Afrique du Sud. Les deux régions ont mis en place des politiques et programmes destinés à encourager la création de nouveaux emplois dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ou la gestion durable des ressources naturelles. La création tout en créant de nouveaux emplois et de nouvelles sources de revenus contribuent à réduire les inégalités et à renforcer la cohésion sociale. Les syndicats des deux régions y ont été activement impliqués.

[Lire l'article »](#)

YouTube twitter flickr

13 & 14 mars 2013. Action syndicale européenne

13 & 14 MARS 2013
SECTOR SYNDICAL EUROPEAN - AUSTERTY

ENSEMBLE POUR UN AVENIR MEILLEUR : NON À L'AUSTÉRITÉ ! OUI À L'EMPLOI POUR LES JEUNES !

La CES en images

Members only

Portail Internet de la Confédération européenne des syndicats (<https://www.etuc.org/fr>)